

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202133]

1^{er} FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret du 13 juillet 2023 relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 13 juillet 2023 relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne;

Vu le rapport du 25 mai 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 163/2022 du 19 juillet 2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juillet 2022;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 17 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.901/2;

Vu la décision de la section de législation du 17 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le décret du 13 juillet 2023 relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne détermine les missions du Gouvernement en matière de gestion des risques et des crises relevant des compétences de la Région wallonne;

Considérant qu'il revient au Gouvernement de déterminer les modalités organisationnelles et fonctionnelles de l'exercice de ses missions;

Considérant qu'en l'espèce, la direction du Centre régional de crise du Service public de Wallonie Secrétariat général (CRC-W) exerce déjà la plupart des missions relevant de la gestion des risques et des crises relevant des compétences de la Région wallonne et a vocation à demeurer l'interlocuteur unique pour les autorités compétentes en matière de planification d'urgence et gestion des situations d'urgence;

Considérant que le Parlement de Wallonie, en sa séance du 31 mars 2022, a adopté une motion déposée en conclusion du débat sur le rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les causes et d'évaluer la gestion des inondations de juillet 2021 en Wallonie (Doc. 897 (2021-2022) - N^o 2) et adopté les recommandations contenues au point VII de ce rapport (Doc. 894 (2021-2022) - N^{os} 1 et 1bis);

Considérant que l'une des recommandations vise à modifier la dénomination de la direction du Centre régional de crise du Service public de Wallonie Secrétariat général pour qu'elle corresponde à son rôle étendu de centre de connaissance et de coordination des risques et de l'expertise régionale;

Considérant que la dénomination « Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise », en abrégé « CORTEX » est plus appropriée;

Considérant qu'il convient de déterminer par arrêté, en exécution de l'article 87 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les missions qu'il exerce;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o décret : le décret du 13 juillet 2023 relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne;
- 2^o CORTEX : le Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise du Service public de Wallonie Secrétariat général;

CHAPITRE 2. — *Gestion et culture du risque*

Art. 2. En matière de gestion et de culture du risque, le CORTEX est chargé :

- 1^o en matière d'identification et de connaissance des risques :
 - a) de coordonner l'élaboration de l'analyse régionale des risques telle que visée à l'article 5 du décret ainsi que de ses mises à jour, et de la communiquer au Gouvernement;
 - b) de coordonner la participation des services publics régionaux à l'évaluation nationale des risques trouvant leur origine dans un secteur relevant des compétences de la Région wallonne;
- 2^o en matière de prévention des risques :
 - a) d'organiser un mécanisme de veille prospective pour détecter l'apparition de nouveaux risques relevant des compétences de la Région wallonne ou pouvant menacer ses intérêts et services essentiels;
- 3^o en matière de préparation et d'anticipation :
 - a) d'organiser une permanence à destination des services publics régionaux, des autorités compétentes, et des disciplines;
 - b) d'élaborer et tenir à jour un cadastre des moyens régionaux mobilisables en cas de crise;
 - c) de coordonner l'élaboration du PRGC tel que visé à l'article 6 du décret ainsi que de ses mises à jour, et de le communiquer au Gouvernement;
 - d) d'activer, en cas de menace d'un évènement dangereux, des cellules d'expertise (CELEX) thématiques;

- 4° en matière de gestion de crise :
- a) d'alerter et d'informer :
 - les services publics régionaux en cas de crise, d'événement dangereux ou de situations d'urgence nécessitant un appui régional;
 - les autorités compétentes et les disciplines en cas d'événement dangereux relevant des compétences de la Région wallonne et susceptible d'impliquer la mise en œuvre de leurs prérogatives en matière de planification et de gestion de situations d'urgence;
 - b) d'activer les procédures de gestion d'événements dangereux et la procédure générale du PRGC;
 - c) de coordonner l'appui régional dans le cadre de l'évaluation et de la gestion des situations d'urgence par les autorités compétentes;
- 5° d'assurer, sans préjudice des prérogatives de structures ad hoc, la coordination des services publics régionaux et le lien avec les autres entités pendant la période de rétablissement consécutive à une situation d'urgence;
- 6° d'organiser les processus d'apprentissage nécessaires en vue d'améliorer la gestion des risques relevant des compétences régionales;

Art. 3. Le CORTEX établit en son sein un centre de connaissance en matière d'expertise du risque en vue de promouvoir et soutenir l'établissement et l'entretien d'une culture du risque en Région wallonne.

CHAPITRE 3. — *Collaborations*

Art. 4. Dans le cadre de la collaboration avec les autorités compétentes et les disciplines prévue à l'article 7 du décret, le CORTEX est chargé :

- 1° d'assurer un point de contact régional unique pour les autorités compétentes;
- 2° à la demande des autorités compétentes, d'assurer la représentation de la Région wallonne au sein des cellules de sécurité, des comités de coordination ou cellules de crise et de veiller le cas échéant à la participation des services publics régionaux qui y seraient conviés;
- 3° d'assurer la contribution et la collaboration de la Région wallonne aux processus d'apprentissage;

Art. 5. Le CORTEX prend les dispositions nécessaires pour transmettre d'initiative aux autorités compétentes et aux disciplines concernées territorialement, selon des modalités qu'il concerte avec celles-ci, toutes informations relatives à un risque ou alertes relatives à un événement dangereux relevant des compétences de la Région wallonne et dont il a connaissance.

Art. 6. Pour l'application de ses missions, le CORTEX établit une base de données sécurisée des contacts conformément à l'article 9 du décret.

Le responsable du traitement des données visées à l'article 9 du décret est le Secrétariat général du Service public de Wallonie.

CHAPITRE 4. — *Comité de pilotage*

Art. 7. § 1^{er}. Un Comité de pilotage consultatif est instauré en vue :

- 1° d'identifier les objectifs prioritaires en matière de prévention des risques et de gestion des crises relevant des compétences de la Région wallonne;
- 2° d'émettre des recommandations à destination du Gouvernement en vue d'assurer la cohérence entre les objectifs et initiatives de la Région wallonne et les missions des autorités compétentes en matière de planification d'urgence et gestion des situations d'urgence.

§ 2. La composition du Comité de pilotage consultatif est fixée comme suit :

- 1° le Secrétaire général du Service public de Wallonie;
- 2° un représentant de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;
- 3° pour les autorités compétentes locales, un représentant du Collège des Gouverneurs de Province de la Région wallonne;
- 4° un représentant de chaque ministre du Gouvernement wallon.

§ 3. Le Comité de pilotage peut convier à ses réunions, à titre d'observateur, des représentants des entités fédérale et fédérées.

§ 4. Le CORTEX assure le secrétariat du Comité de pilotage.

CHAPITRE 5. — *Dispositions modificatives*

Art. 8. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, la structure relative au Service public de Wallonie Secrétariat général est remplacée comme suit :

« § 1^{er}. SERVICE PUBLIC DE WALLONIE SECRETARIAT GENERAL

Direction générale

Secrétaire général 1

Directeur général 2 (structure détaillée ci-après)

Direction fonctionnelle et d'appui

Directeur 1

Service interne commun pour la prévention et la protection au travail

Directeur 1

Premier attaché 4

Premier assistant 2

Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise
 Directeur 1
 Direction du Développement durable
 Directeur 1
 Premier attaché 1
 Direction de l'optimisation et des relations usagers
 Directeur 1
 Département de la Coordination des Programmes FEDER
 Inspecteur général expert 1
 Direction de la Gestion et de l'Animation des programmes FEDER
 Directeur 1
 Premier attaché 1
 Direction du Suivi financier et du Contrôle des Programmes FEDER
 Directeur 1 ».

Art. 9. Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques :

§ 1^{er}. L'article 1^{er} est complété comme suit : « 4^o CORTEX : le Centre de Coordination du Risque et de la Transmission d'Expertise du Service public de Wallonie »

§ 2. A l'article 3, les termes « Centre régional de crise » sont remplacés par « CORTEX »

§ 3. Dans l'annexe du même arrêté, les termes « Centre régional de crise de Wallonie (CRC-W) » sont remplacés par « CORTEX »

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
 E. DI RUPO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202133]

1. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 13. Juli 2023 über das Risiko- und Krisenmanagement durch die Wallonische Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 13. Juli 2023 über das Risiko- und Krisenmanagement durch die Wallonische Region;

Aufgrund des Berichts vom 25. Mai 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 19. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 163/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 17. November 2023 unter der Nummer 74.901/2 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 17. November 2023, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 13. Juli 2023 über das Risiko- und Krisenmanagement durch die Wallonische Region die Aufgaben der Regierung im Bereich des Risiko- und Krisenmanagements, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, festlegt;

In der Erwägung, dass es der Regierung obliegt, die organisatorischen und funktionellen Modalitäten für die Ausübung ihrer Aufgaben festzulegen;

In der Erwägung, dass im vorliegenden Fall die Direktion des Regionalen Krisenzentrums des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat (CRC-W) bereits die meisten Aufgaben im Bereich des Risiko- und Krisenmanagements ausübt, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, und dazu bestimmt ist, der einzige Ansprechpartner für die Behörden zu bleiben, die für die Notfallplanung und das Management von Notfallsituationen zuständig sind;

In Erwägung, dass das Parlament der Wallonie in seiner Sitzung vom 31. März 2022 einen Antrag angenommen hat, der zum Abschluss der Debatte über den Bericht des parlamentarischen Untersuchungsausschusses zur Untersuchung der Ursachen und zur Bewertung des Managements der Überschwemmungen vom Juli 2021 in der Wallonie (Dok. 897 (2021-2022) - Nr. 2) eingereicht wurde, und die in Punkt VII dieses Berichts enthaltenen Empfehlungen angenommen hat (Dok. 894 (2021-2022) - Nr. 1 und 1bis);

In Erwägung, dass eine der Empfehlungen darauf abzielt, die Bezeichnung der Direktion des Regionalen Krisenzentrums des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat zu ändern, damit sie ihrer erweiterten Rolle als Zentrum für Fachwissen und Koordination von Risiken und regionaler Expertise entspricht;

In der Erwägung, dass die Bezeichnung "Zentrum für Risikokoordination und Kompetenzvermittlung" (Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise", abgekürzt CORTEX), besser geeignet ist;

In der Erwägung, dass die Aufgaben, die er ausübt, in Ausführung von Artikel 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen per Erlass festgelegt werden sollten;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Dekret: das Dekret vom 13. Juli 2023 über das Risiko- und Krisenmanagement durch die Wallonische Region;
- 2° CORTEX: das Zentrum für Risikokoordination und Kompetenzvermittlung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat;

KAPITEL 2 — *Risikomanagement und -kultur*

Art. 2 - Im Bereich des Risikomanagements und der Risikokultur ist CORTEX zuständig, um:

- 1° in Bezug auf die Identifizierung und Kenntnis von Risiken:
 - a) die Erstellung der in Artikel 5 des Dekrets genannten regionalen Risikoanalyse sowie deren Aktualisierungen zu koordinieren und diese der Regierung mitzuteilen;
 - b) die Beteiligung der regionalen öffentlichen Dienste an der nationalen Bewertung der Risiken, die ihren Ursprung in einem Sektor haben, der in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fällt, zu koordinieren;
- 2° in Bezug auf die Verhütung von Risiken:
 - a) einen prospektiven Überwachungsmechanismus zu organisieren, um das Auftreten neuer Risiken zu erkennen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen oder ihre Interessen und wesentlichen Dienste beeinträchtigen könnten;
- 3° in Bezug auf Vorbereitung und vorausschauendes Handeln:
 - a) einen Bereitschaftsdienst für regionale öffentliche Dienste, zuständige Behörden und Fachbereiche zu organisieren;
 - b) einen Kataster der im Krisenfall mobilisierbaren regionalen Mittel zu erstellen und auf dem neuesten Stand zu halten;
 - c) die Erstellung des in Artikel 6 des Dekrets genannten RPKM sowie dessen Aktualisierungen zu koordinieren und diese der Regierung mitzuteilen;
 - d) im Falle eines drohenden gefährlichen Ereignisses thematische Expertenbüros (CELEX) zu aktivieren;
- 4° im Bereich des Krisenmanagements:
 - a) folgende Stellen zu warnen und zu informieren:
 - regionale öffentliche Dienste im Falle von Krisen, gefährlichen Ereignissen oder N^otsituationen, die regionale Unterstützung erfordern;
 - die zuständigen Behörden und Fachbereiche im Falle eines gefährlichen Ereignisses, das in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fällt und die Anwendung ihrer Befugnisse im Bereich der Planung und des Managements von N^otfallsituationen mit sich bringen könnte;
 - b) die Verfahren für den Umgang mit gefährlichen Ereignissen und das allgemeine Verfahren des RPKM zu aktivieren;
 - c) die regionale Unterstützung im Rahmen der Bewertung und Bewältigung von N^otsituationen durch die zuständigen Behörden zu koordinieren;
- 5° unbeschadet der Befugnisse von entsprechenden Strukturen die Koordinierung der regionalen öffentlichen Dienste und die Verbindung zu anderen Einheiten während der Erholungsphase nach einer N^otsituation sicherstellen;
- 6° die notwendigen Lernprozesse zu organisieren, um das Risikomanagement in den regionalen Zuständigkeitsbereichen zu verbessern;

Art. 3 - CORTEX richtet in seinem Inneren ein Fachzentrum für Risikoexpertise ein, um die Schaffung und Pflege einer Risikokultur in der Wallonischen Region zu fördern und zu unterstützen.

KAPITEL 3 — *Zusammenarbeit*

Art. 4 - Im Rahmen der in Artikel 7 des Dekrets vorgesehenen Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und Fachbereichen ist CORTEX dafür zuständig:

- 1° als einzige regionale Anlaufstelle für die zuständigen Behörden aufzutreten;
- 2° auf Antrag der zuständigen Behörden die Vertretung der Wallonischen Region in den Sicherheitszellen, Koordinierungsausschüssen oder Krisenzellen zu gewährleisten und gegebenenfalls für die Teilnahme der regionalen öffentlichen Dienste zu sorgen, die dazu eingeladen werden;
- 3° den Beitrag und die Zusammenarbeit der Wallonischen Region zu den Lernprozessen zu gewährleisten;

Art. 5 - CORTEX trifft die notwendigen Vorkehrungen, um von sich aus den zuständigen Behörden und den territorial betroffenen Fachbereichen nach Modalitäten, die er mit diesen abstimmt, alle Informationen über ein Risiko oder Warnungen vor einem gefährlichen Ereignis, das in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fällt und von dem er Kenntnis hat, zu übermitteln.

Art. 6 - Zur Durchführung seiner Aufgaben richtet CORTEX gemäß Artikel 9 des Dekrets eine sichere Kontaktdatenbank ein.

Der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Artikel 9 des Dekrets genannten Daten ist das Generalsekretariat des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

KAPITEL 4 — Lenkungsausschuss

Art. 7 - § 1 Ein beratender Lenkungsausschuss wird mit dem Ziel eingesetzt:

- 1° die vorrangigen Ziele im Bereich der Risikoprävention und des Krisenmanagements, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zu identifizieren;
- 2° Empfehlungen an die Regierung auszusprechen, um die Kohärenz zwischen den Zielen und Initiativen der Wallonischen Region und den Aufgaben der Behörden, die für die N°tfallplanung und das N°tfallmanagement zuständig sind, zu gewährleisten.

§ 2. Die Zusammensetzung des beratenden Lenkungsausschusses wird wie folgt festgelegt:

- 1° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,
- 2° ein Vertreter der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;
- 3° für die örtlich zuständigen Behörden: ein Vertreter des Kollegiums der Provinzgouverneure der Wallonischen Region;
- 4° ein Vertreter jedes Ministers der Wallonischen Regierung.

§ 3. Der Lenkungsausschuss kann Vertreter der föderalen und föderierten Einheiten als Beobachter zu seinen Sitzungen einladen.

§ 4. Das Sekretariat des Lenkungsausschusses wird von CORTEX wahrgenommen.

KAPITEL 5 — Abänderungsbestimmungen

Art. 8 - In Artikel 1 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Festlegung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird die Struktur in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Generalsekretariat wie folgt ersetzt:

“§ 1. ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE GENERALSEKRETARIAT

Generaldirektion

Generalsekretär 1

Generaldirektor 2 (nachfolgende Struktur)

Funktionelle und Unterstützungsdirektion

Direktor 1

Gemeinsamer Interner Dienst für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz

Direktor 1

Erster Attaché 4

Erster Assistent 2

Zentrum für Risikokoordination und Kompetenzvermittlung

Direktor 1

Direktion der nachhaltigen Entwicklung

Direktor 1

Erster Attaché 1

Direktion der Optimierung und der Benutzerbeziehungen

Direktor 1

Abteilung Koordinierung der EFRE-Programme

Sachverständiger Generalinspektor 1

Direktion der EFRE-Programmverwaltung und Animation

Direktor 1

Erster Attaché 1

Direktion der finanziellen Überwachung und Kontrolle der EFRE-Programme

Direktor 1”.

Art. 9 - Die folgenden Änderungen werden vorgenommen an dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind:

§ 1. Artikel 1 wird durch Folgendes ergänzt: “4° CORTEX: das Zentrum für Risikokoordination und Kompetenzvermittlung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie”

§ 2. In Artikel 3 wird die Wortfolge “das regionale Krisenzentrum” und alle ihre deklinierten Formen jeweils durch “CORTEX” ersetzt.

§ 3. Im Anhang desselben Erlasses wird die Wortfolge “das regionale Krisenzentrum” jeweils durch “CORTEX” ersetzt.

KAPITEL 7 — Schlussbestimmungen

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202133]

1 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 13 juli 2023 betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 13 juli 2023 het decreet van 13 juli 2023 betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waalse Gewest;

Gelet op het rapport van 25 mei 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 163/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 17 november 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 74.901/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 17 november 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Overwegende dat het decreet van 13 juli 2023 betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waals Gewest de opdrachten van de Regering inzake risico- en crisisbeheer binnen de bevoegdheden van het Waals Gewest vastlegt;

Overwegende dat het aan de Regering is om de organisatorische en functionele regelingen voor de uitvoering van haar opdrachten vast te stellen;

Overwegende dat in dit geval de directie van het Gewestelijk Crisiscentrum van Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal (CRC-W) reeds het merendeel van de taken met betrekking tot risico- en crisisbeheer uitvoert die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen en dat het de bedoeling is dat dit het enige aanspreekpunt blijft voor de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de planning en het beheer van noodsituaties;

Overwegende dat het Parlement van Wallonië in zijn vergadering van 31 maart 2022 een motie heeft aangenomen die werd ingediend aan het einde van het debat over het rapport van de parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de oorzaken en de evaluatie van het beheer van de overstromingen van juli 2021 in Wallonië (Doc. 897 (2021-2022) - nr. 2) en de aanbevelingen in punt VII van dit verslag (Doc. 894 (2021-2022) - nrs. 1 en 1bis) heeft aangenomen;

Overwegende dat één van de aanbevelingen ertoe strekt om de benaming van de Directie Gewestelijk Crisiscentrum van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-Generaal te wijzigen om zijn uitgebreide rol als kennis- en coördinatiecentrum van risico's en gewestexpertise te weerspiegelen;

Overwegende dat de benaming "Centre de Coordination des Risques et de la Transmission d'Expertise", afgekort "CORTEX", passender is;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de opdrachten die het uitvoert bij decreet moeten worden vastgesteld;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1^o decreet: het decreet van 13 juli 2023 betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waalse Gewest;
- 2^o CORTEX: het Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-Generaal;

HOOFDSTUK 2. — *Risicobeheer en risicocultuur*

Art. 2. Op het gebied van risicobeheer en risicocultuur is CORTEX belast met:

- 1^o op het vlak van risico-identificatie en risicokennis:
 - a) het coördineren van de voorbereiding van de gewestelijke risicoanalyse zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet en de bijwerkingen ervan, en de communicatie ervan aan de Regering;
 - b) het coördineren van de deelname van gewestelijke overheidsdiensten aan de nationale evaluatie van risico's die hun oorsprong vinden in een sector die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest valt;
- 2^o op het vlak van risicopreventie:
 - a) het organiseren van een prospectief monitoringmechanisme om nieuwe risico's op te sporen die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen of die zijn essentiële belangen en diensten zouden kunnen bedreigen;
- 3^o op het vlak van voorbereiding en anticipatie :
 - a) het organiseren van een wachtdienst ten behoeve van de gewestelijke overheidsdiensten, bevoegde autoriteiten en de disciplines;
 - b) een register opstellen en bijhouden van de gewestelijke middelen die in geval van een crisis kunnen worden ingezet;
 - c) het coördineren van de voorbereiding van het "PRGC" zoals bedoeld in artikel 6 van het decreet en de bijwerkingen ervan, en de communicatie ervan aan de Regering;
 - d) het activeren van thematische deskundigheidseenheden (CELEX) wanneer een gevaarlijke gebeurtenis dreigt;
- 4^o op het vlak van crisisbeheer :
 - a) het waarschuwen en informeren van:
 - de gewestelijke overheidsdiensten in het geval van een crisis, gevaarlijke gebeurtenis of noodsituatie waarvoor gewestelijke steun nodig is;

- de bevoegde autoriteiten en disciplines in geval van een gevaarlijke gebeurtenis die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest valt en die de uitoefening van hun prerogatieven op het vlak van de planning en het beheer van noodsituaties kan impliceren;
 - b) het activeren van de procedures voor het beheer van gevaarlijke voorvallen en de algemene PRGC-procedure;
 - c) de coördinatie van de gewestelijke steun voor de beoordeling en het beheer van noodsituaties door de bevoegde autoriteiten;
- 5° om, onverminderd de prerogatieven van ad-hocstructuren, te zorgen voor de coördinatie van de gewestelijke overheidsdiensten en de koppeling met de andere entiteiten tijdens de herstelperiode na een noodsituatie;
- 6° om de noodzakelijke leerprocessen te organiseren om het beheer van risico's die binnen de regionale bevoegdheden vallen te verbeteren.

Art. 3. CORTEX richt een kenniscentrum voor risico-expertise op om de invoering en handhaving van een risicocultuur in het Waals Gewest te bevorderen en te ondersteunen.

HOOFDSTUK 3. — *Samenwerkingen*

Art. 4. In het kader van de samenwerking met de bevoegde autoriteiten en disciplines als bedoeld in artikel 7 van het decreet is CORTEX belast met :

- 1° zorgen voor één gewestelijk contactpunt voor de bevoegde autoriteiten;
- 2° op verzoek van de bevoegde overheden, het Waals Gewest vertegenwoordigen in veiligheidscellen, coördinatiecomités of crisiscellen en, in voorkomend geval, zorgen voor de deelname van de gewestelijke overheidsdiensten die daartoe zouden kunnen worden uitgenodigd;
- 3° de bijdrage en medewerking van het Waals Gewest aan het leerproces verzekeren.

Art. 5. CORTEX neemt de nodige maatregelen om op eigen initiatief aan de bevoegde autoriteiten en de territoriaal betrokken disciplines, volgens de met hen overeengekomen modaliteiten, alle informatie door te geven die betrekking heeft op een risico of op waarschuwingen in verband met een gevaarlijke gebeurtenis die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest valt en waarvan het op de hoogte is.

Art. 6. Voor de uitvoering van zijn opdrachten zet CORTEX overeenkomstig artikel 9 van het decreet een beveiligde databank van contactpersonen op.

De verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens bedoeld in artikel 9 van het decreet is het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK 4. — *Stuurcomité*

Art. 7. § 1. Er wordt een raadgevende stuurgroep opgericht om :

- 1° de prioritaire doelstellingen op het vlak van risicopreventie en crisisbeheer te identificeren die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen;
- 2° aanbevelingen te doen aan de Regering met het oog op het verzekeren van de samenhang tussen de doelstellingen en initiatieven van het Waals Gewest en de opdrachten van de autoriteiten bevoegd voor de planning en het beheer van noodsituaties.

§ 2. De adviesverlenende stuurgroep is als volgt samengesteld:

- 1° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° één vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten);
- 3° voor de bevoegde lokale overheden, een vertegenwoordiger van het College van Provinciegouverneurs van het Waals Gewest;
- 4° één vertegenwoordiger van elke Minister van de Waalse Regering;

§ 3. Het stuurcomité kan vertegenwoordigers van de federale en gefedereerde entiteiten uitnodigen om zijn vergaderingen als waarnemers bij te wonen.

§ 4. CORTEX neemt het secretariaat van het stuurcomité waar.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 8. In artikel 1, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst wordt de structuur betreffende de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal vervangen als volgt:

§ 1. WAALSE OVERHEIDSDIENST SECRETARIAAT-GENERAAL

Directoraat-generaal

Secretaris-generaal 1

Directeur-generaal 2 (structuur hierna in detail)

Functionele en ondersteunende directie

Directeur 1

Gemeenschappelijke interne dienst voor preventie en bescherming op het werk

Directeur 1

Eerste attaché 4

Eerste assistent 2

Centrum voor risicocoördinatie en expertiseoverdracht

Directeur 1

Directie Duurzame Ontwikkeling

Directeur 1

Eerste attaché 1

Directie Optimalisering en Relaties met de gebruikers

Directeur 1

Departement Coördinatie EFRO-Programma's

Inspecteur-generaal expert 1

Directie Beheer en Animatie EFRO-Programma's
Directeur 1
Eerste attaché 1
Directie Financiële opvolging en Controle Programma's EFRO
Directeur 1".

Art. 9. Volgende wijzigingen worden aangebracht in het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van het decreet van 26 mei 2016 tot uitvoering van het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen:

§ 1. Artikel 1 wordt aangevuld als volgt: "CORTEX : het Centrum voor Risicocoördinatie en Expertiseoverdracht van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-Generaal".

§ 2. In artikel 3 worden de woorden "het gewestelijk crisiscentrum" vervangen door "CORTEX".

§ 3. In artikel 3 worden de woorden "het gewestelijk crisiscentrum" vervangen door "CORTEX".

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen.*

Art. 10. Dit besluit treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/003659]

23 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'approbation profils métiers et de formation produits par le Service francophone des Métiers et des Qualifications

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. », conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. » ;

Considérant que la Chambre de concertation et d'agrément (ChaCA) du S.F.M.Q. a validé le 15 septembre 2023 la création et la révision de profils de métier et de formation ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les profils de métier et de formation de l'assistant pharmaceutico-technique en officine (PHARMA-Assis.pharma.tech.off-V01-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 15 septembre 2023.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve les profils de métier et de formation de l'assistant pharmaceutico-technique hospitalier (PHARMA-Assis.pharma.tech.hosp-V01-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 15 septembre 2023.

Art. 3. Le Gouvernement wallon approuve la révision des profils de métier et de formation de l'opticien (DISPO.MEDIC-opti-V02-2023), tels que validés par la ChaCA en séance du 15 septembre 2023.

Art. 4. L'approbation des profils révisés repris à l'article 3 abroge de facto sa précédente version.

Art. 5. Le délai de mise en œuvre, visé à l'article 29, 2°, de l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ) est de 2 ans et 7 jours pour tout profil révisé, et de 3 ans et 7 jours pour tout nouveau profil, à compter de la date de l'agrément du profil par la Chambre de Concertation et d'Agrément du SFMQ.

Au-delà de ce délai, l'article 31 de l'accord précité sera d'application.

Art. 6. La Ministre de l'Emploi et la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2024.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE